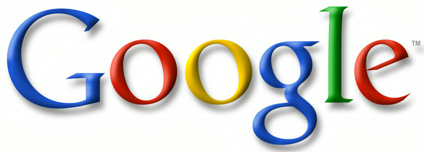



SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

LES ARTÈLES

ET LE

MOUVEMENT COOPÉRATIF

EN RUSSIE

PAR

W. LOUGUININE



PARIS
AU CERCLE SAINT-SIMON
215, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1886

PUBLICATIONS DU CERCLE SAINT-SIMON

N° 4.

LES ARTÈLES

ET LE MOUVEMENT COOPÉRATIF

EN RUSSIE

Se vend
Chez LÉOPOLD CERF
13, rue de Médicis
à Paris.

Tiré à 1100 exemplaires, plus :

20 exemplaires sur papier du Japon (nos 1 à 20) ;
50 — sur papier vergé (nos 21 à 70).

LES ARTÈLES

ET LE

MOUVEMENT COOPÉRATIF

EN RUSSIE

PAR

W. LOUGUININE



PARIS

AU CERCLE SAINT-SIMON

215, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1886

Gift of Jerome B. Landfield

LES ARTÈLES

ET LE MOUVEMENT COOPÉRATIF EN RUSSIE

Le principe coopératif se retrouve presque partout dans la vie russe[1]. Un étranger un peu curieux arrivant à l'une des gares terminales de notre frontière occidentale apprend avec étonnement que les porteurs qui déchargent et rechargent ses bagages, qui ouvrent ses coffres à la visite douanière sont groupés en associations; le marchand qui lui vend son journal

1. La littérature russe est riche en écrits traitant de la coopération ; j'ai consulté avec fruit le livre de M. Kalatchoff, sur les artèles dans la Russie ancienne et moderne; celui de M. Isaieff, sur les artèles; les comptes rendus annuels du comité de Saint-Pétersbourg pour la propagation des banques coopératives et quelques autres. Enfin, moi-même, j'ai vécu et agi dans ce milieu de coopération. Je me suis donc aidé de mes souvenirs personnels.

dans les rues de Pétersbourg, le baigneur qui lui fait subir les tortures d'un bain russe, sont des membres d'associations; et s'il va dîner dans un des principaux restaurants de Moscou, on lui dit que ce restaurant est la propriété collective des garçons qui l'ont servi. Les exemples sont à répéter à l'infini et amènent forcément à la conclusion que la coopération est la forme favorite adoptée par le travail russe.

C'est à des causes historiques, à la longue et obscure épopée de la colonisation de la Russie actuelle par les Slaves qu'il faut attribuer, je le crois, l'origine de ce phénomène.

En effet, dans la Russie du x[e] et xi[e] siècle surtout, la nature et les hommes se présentaient sous un aspect terrible. Des forêts impénétrables peuplées de bêtes fauves, des fleuves gigantesques, un climat dur, un sol pour la plupart du temps ingrat, les populations finnoises occupant le pays et résistant avec obstination; voilà les conditions dans lesquelles devait se développer la colonisation slave.

Il est évident que l'homme isolé se sentait bien petit et bien faible en face de ces obstacles. On avait un besoin instinctif de s'appuyer les uns sur les autres, de se grouper.

Pour défricher les forêts, pour s'adonner à la pêche, pour faire la chasse aux bêtes fauves, il fallait se réunir.

Les capitaux n'existant pas, les procédés in-

dustriels étant absolument rudimentaires, c'est entre égaux qu'on se réunissait, c'est en artèles, c'est-à-dire associations indépendantes qu'on se groupait.

C'est de là que provient la possession en commun de la terre, qui chez nous seuls parmi tous les peuples d'origine indo-germanique, s'est conservée jusqu'à nos jours et lutte encore avantageusement contre la propriété individuelle.

Ce sont les débris fortement amoindris du reste des anciennes artèles qui existent dans la Russie moderne.

Mais à côté de ces associations que l'on peut appeler historiques et naturelles, il s'en est formé d'autres d'une origine plus moderne et plus artificielle.

C'est le tableau de tout ce mouvement coopératif que je vais essayer de tracer.

On trouve en Russie trois types d'associations coopératives qui existent sans lien commun entre elles.

De tout temps, comme je l'ai déjà indiqué, la Russie a possédé des associations nommées artèles. Nous en retrouvons les traces vers le XIVe siècle. Elles étaient le produit naturel des conditions dans lesquelles certaines industries se trouvaient placées.

Sur les bords de la mer Blanche, de l'Océan

Glacial, sur les rives de nos grands lacs, sont nées spontanément des associations de pêcheurs, se réunissant en groupes pour une exploitation qui était au-dessus des forces de l'homme isolé.

De même encore, dans les forêts sans fin de la Sibérie, la chasse difficile pour le chasseur isolé nécessitait un groupement d'hommes.

Ces associations de chasseurs fort anciennes se retrouvent aux XIII[e] et XIV[e] siècles dans le gouvernement actuel d'Arkangel.

On a des chartes données par les premiers grands-ducs de Moscou à des associations de fauconniers ayant à leur tête un ataman et possédant des privilèges fort étendus. Des artèles de ce genre ont persisté jusqu'à nos jours.

Dans le gouvernement d'Irkousk, par exemple, les Kosacks se réunissent en association pour la chasse de l'écureuil.

Nous retrouvons le même fait sur les bords de la Petchora. Si un chasseur plus habile que les autres réclame une plus grande part de butin, le tribunal de la commune (volost), jugeant d'après les us et coutumes, rejette sa demande, car il est entré volontairement dans l'artèle.

Les avantages d'un groupement dans ces régions sont si évidents, que l'individu gagne encore en se soumettant au niveau égalitaire, qui pèse en revanche sur lui.

Les associations pour la chasse à l'ours qui existent dans la Sibérie orientale présentent des particularités tout à fait originales.

C'est généralement celui qui découvre la tanière de l'ours qui réunit des camarades. Il devient la plupart du temps chef du groupe dont l'existence doit rester secrète, surtout pour les femmes, car d'après une superstition, répandue parmi les chasseurs de ces régions, la femme porte malheur à l'entreprise. Ils jurent de se prêter aide en cas de danger, fût-ce même au péril de leur vie.

Cette chasse est fort dangereuse, les cas de mort sont fréquents ; il est naturel qu'il se soit formé une série d'usages concernant l'existence de ces groupes, de la cohésion et de la solidarité desquels dépendent la vie des individus.

A la veille de la chasse, les chasseurs prennent un bain (symbole de purification). Au départ, ils se disent adieu comme s'ils allaient à la mort, saluent le nord, le sud, l'est et l'ouest. Ce n'est que ces cérémonies accomplies qu'ils se mettent à l'œuvre.

La chasse terminée, le groupe se disperse pour se reformer à la première occasion.

Les associations de pêcheurs sont encore plus répandues. Leur origine est également fort ancienne. Une charte du duc de Bieloozero, Michel, datée de 1460, en parle déjà.

A dater du XVIIe siècle, nous avons des renseignements tout à fait précis sur les associations de la mer Blanche et de l'Océan Glacial, où à cette époque la pêche de la morue était très répandue, surtout sur la côte mourmanienne. La nécessité même de la pêche avait amené leur formation et les a maintenues en partie jusqu'à nos jours.

Dans ce temps, du reste, comme aujourd'hui, il existait deux types d'artèles.

Celles qui étaient absolument indépendantes, dont les membres apportaient une part égale de capital, de travail et dont les bénéfices étaient partagés également.

Ces artèles comptaient généralement dix-huit à vingt membres solidaires entre eux.

Les artèles du second type ne sont qu'à demi indépendantes. Le capital représenté par la barque, les engins de pêche et les provisions de bouche, appartenait à un des associés qui personnellement prenait part à l'entreprise et généralement la dirigeait. Il prélevait la moitié des bénéfices, l'autre était divisée en parties égales entre les associés.

Pour en revenir aux véritables associations, je dois ajouter que vers le XVIIIe siècle, nous avons les premières indications se rapportant à la création de ligues entre plusieurs artèles portant le nom de Kotliane, ayant pour but de se porter secours en cas de naufrage, de faire en

commun la pêche de troupeaux de morses, par exemple, et de diminuer, par un système d'assurance et de secours mutuels, les risques de l'entreprise en la faisant porter par un plus grand nombre de groupes.

Les bénéfices étaient généralement partagés en parts égales, entre tous les membres participant à l'œuvre.

Ces associations de pêcheurs existent encore aujourd'hui sur les côtes de presque toutes les mers et lacs russes.

On les retrouve sur le lac de Peïpus (Pskoff), comme sur les rives de la Petchora et de l'Oural. En général, c'est sur les lacs que dominent les associations indépendantes, tandis que sur les côtes de la mer on voit les deux types d'association.

Mais en dehors de la chasse et de la pêche, d'autres professions étaient également exploitées par des groupes coopératifs.

D'anciens contrats conservés jusqu'à nos jours prouvent l'existence aux XVI[e] et XVII[e] siècles d'associations de charpentiers, de maçons, de forgerons.

L'agriculture elle aussi a offert un champ à la coopération.

Il a existé jadis, il existe encore aujourd'hui dans les gouvernements du nord, Arkangel, Vologda, Olonetz, des artèles de défricheurs de forêts. On se groupait pour défricher en com-

mun, déraciner, brûler les troncs d'arbres, labourer et semer ; puis, l'on partageait en parts égales la récolte. Le but atteint on tirait au sort à qui appartiendrait le terrain que l'on venait de défricher ; après quoi, l'artèle se dissolvait pour se reformer bientôt dans un autre endroit.

Généralement les anciennes artèles avaient et ont encore, une organisation très simple. Pas de statuts écrits, pas d'administration complexe, pas de capital de réserve ; apport égal des associés, travail égal ou estimé comme tel, un gérant nommé habituellement par les associés, possédant des pouvoirs très étendus, même celui de punir les membres.

N'ayant de comptes à rendre qu'à l'artèle assemblée lors du partage des bénéfices, qui avait lieu une ou deux fois par année, ce gérant recevait généralement une part égale à celle de ses co-associés.

Ces artèles naissaient spontanément des besoins du pays. Elles se proposaient un but toujours déterminé : faire en commun une saison de pêche, construire tel ou tel édifice, défricher une forêt, etc.

Les associés n'étaient solidaires entre eux que durant l'entreprise pour laquelle l'artèle s'était formée.

Il est évident que ces conditions simplifiaient beaucoup l'application du principe coopératif

et rendait la coopération possible, même dans un milieu relativement très arriéré, comme était celui de la Russie d'alors.

Un genre d'association tout à fait différent se créa dans le courant du XVIII[e] siècle, quand, sous l'impulsion de Pierre-le-Grand et de la fondation de Pétersbourg, les relations commerciales avec l'Europe occidentale prirent un élan considérable.

Les énormes masses de marchandises, importées aux douanes des villes nouvellement fondées, exigeaient un nombre très grand de bras, pour être transbordées des navires étrangers. D'autres ouvriers étaient demandés pour ouvrir et refermer les colis lors de la visite douanière. Saint-Pétersbourg ne possédant pas alors de population ouvrière, des hommes vinrent du fond de la Russie, apportant avec eux l'organisation en artèles. Ils se groupèrent sous divers noms autour de la douane.

Le gouvernement comme les commerçants les virent d'un bon œil, car le principe de solidarité entre les membres garantissait les intérêts de chacun.

Il se forma ainsi des associations de porteurs, d'emballeurs.

Contrairement à ce qui avait lieu pour les artèles primitives, elles reçurent des statuts sanctionnés par le gouvernement. Au début elles n'avaient pas de monopole légal, mais elles atti-

raient à elles tout le commerce par la confiance qu'elles inspiraient.

Elles portaient et portent encore génériquement le nom d'artèles de la Bourse : la Bourse de Saint-Pétersbourg étant voisine de la douane. Leurs membres se recrutaient surtout parmi des ouvriers arrivés des provinces du Nord, d'Arkangel, par exemple.

En 1873, il existait à Saint-Pétersbourg vingt-sept artèles de ce genre ayant près de 3,000 associés, ce qui donnait environ 110 membres par association.

Les bénéfices bruts de ces vingt-sept associations montèrent, en 1873, à 1,268,000 roubles, et le bénéfice net à 1,000,000.

Il revint donc à chaque associé jusqu'à 400 roubles. Le capital, appartenant à cette époque aux artèles, s'élevait à 330,000 roubles.

Des associations du même genre furent créées près des douanes d'Odessa, d'Arkangel, de Moscou, de Varsovie et de Virballen, sur la frontière allemande. Toutes obtinrent le monopole des douanes qu'elles exploitaient. Il en fut de même pour Saint-Pétersbourg. Des raisons d'un ordre purement fiscal poussèrent le gouvernement à abolir les associations libres qui ne garantissaient pas assez, suivant l'opinion du ministère, les intérêts fiscaux, et à les fondre en une seule possédant le monopole.

Cette transformation ne se fit pas sans pro-

testations de la part des commerçants de la ville et du comité de la Bourse.

Depuis que la Russie s'est couverte d'un réseau de chemins de fer, il s'est formé aux principales stations des associations de porteurs avec responsabilité collective.

Au même type d'artèle se rapporte les associations de pilotes créées par l'initiative du gouvernement, sur les principaux fleuves russes dont la navigation est difficile, principalement sur la Dvina septentrionale et sur le bas Dnieper à l'endroit où le courant est coupé par des rapides. Les artèles du bas Dnieper existent jusqu'à présent. Tous les hommes valides de deux villages voisins des rapides étaient et en sont encore membres depuis l'âge de vingt à soixante ans.

Ils nomment leur gérant, mais ils sont obligés de piloter les barques qui suivent le cours du Dnieper pour un prix établi par le gouvernement. Le trait caractéristique de toutes les associations dont je viens de parler est leur complète dépendance de l'État ; elles sont en rapport continuel avec ses employés, sont contrôlées dans toute leur activité et ne conservent leur autonomie que dans leur organisation intérieure.

Leur grande raison d'être est le principe de solidarité des membres garantissant les intérêts en jeu.

Leur côté faible est le droit de monopole qui leur a été conféré dans ces derniers temps. Ce privilège donne à l'existence de ces artèles quelque chose d'artificiel et de peu stable. On se demande comment elles supporteraient l'épreuve du passage de leur état actuel à la libre concurrence.

Je passe au troisième type de coopération, celui qui s'est créé en Russie sous l'inspiration des idées européennes.

Il existe dans l'histoire de tous les peuples des époques que l'on peut appeler héroïques, quand sous l'influence d'une grande catastrophe ou d'une grande transformation nationale, toutes les forces vives d'un pays sont mises en activité. Il semble qu'alors les hommes soient au dessus de leur niveau habituel, que les questions d'intérêts personnels, les intérêts de classe même, soient momentanément oubliés. La Russie a passé par une phase pareille en 1861, quand, sous l'impulsion généreuse de l'empereur Alexandre II, la société russe a entrepris d'effacer de son sol la tache du servage.

L'œuvre était ardue, les intérêts entremêlés, les aspirations des paysans surexcitées, la résistance d'une partie de la vieille noblesse obstinée. Pour réussir, le gouvernement ne pouvait compter sur ses agents habituels, il lui fallait l'aide d'hommes nouveaux, indépendants, connus dans le pays, qui pussent devenir les inter-

médiaires entre les deux classes, modérer les aspirations des uns et montrer aux autres ce que la réforme avait d'utile, d'indispensable même.

Ce sera une gloire éternelle pour la jeune noblesse russe de cette époque, d'avoir entrepris cette tâche et de l'avoir menée à bonne fin. Abandonnant les capitales ou l'étranger, brisant souvent des carrières brillamment commencées, des centaines de jeunes hommes allèrent s'enfouir dans leurs campagnes, pour amener le compromis nécessaire. On peut affirmer que c'est grâce aux efforts des arbitres de paix, bien nommés en effet, que l'émancipation se fit presque sans effusion de sang.

L'émancipation effectuée, un grand nombre de ces arbitres de paix entrèrent dans les assemblées provinciales nouvellement créées et y apportèrent le même zèle pour le bien public. Le joug, qui pesait sur les paysans, une fois brisé, l'inégalité commença à se montrer, l'oppression du pauvre par le riche à se faire sentir, l'usurier devint le fléau de nos campagnes. Rien de plus naturel que l'on cherchât dans le principe coopératif un remède au mal, et que des hommes connaissant les tentatives faites en France, en Allemagne, en Angleterre, pour lutter contre des souffrances du même genre, voulussent appliquer à la Russie les modèles qu'ils admiraient dans l'Occident de l'Europe.

Je vais tâcher de faire l'historique des principales tentatives faites sous ces inspirations.

Un jeune officier de marine, frère du peintre connu, Vereschaguine, visitant un jour la Suisse, fut fort intéressé par l'organisation des associations fromagères nommées *fruitières*.

Elles sont nées de la nécessité que l'on a d'exploiter en commun le lait des troupeaux qui, pendant une partie de l'année, paissent sur les pâturages appartenant aux communes et situées fort loin des habitations. Il est évident que, dans ces conditions, chaque propriétaire isolé ne pouvait utiliser le lait de ses vaches et que la coopération s'imposait.

M. Vereschaguine étudia le mécanisme de ces fruitières, y travailla même comme simple ouvrier, et, revenu dans sa propriété du gouvernement de Twer, voulut appliquer ce qu'il avait vu à l'étranger.

Les conditions semblaient favorables, car la même province, depuis longtemps déjà, produisait un fromage assez semblable au gruyère et ayant un grand débit dans les principales villes. Les longs carêmes de la religion grecque, pendant lesquels l'usage du lait est prohibé, semblaient favoriser les projets de Vereschaguine.

Il s'adressa, en 1866, à la Société économique russe, qui ouvrit un crédit de 200 roubles pour chaque fruitière qui serait créée. Les idées de

Vereschaguine ne trouvèrent d'abord aucun écho parmi les paysans ; il fut obligé d'établir lui-même une fromagerie pour leur montrer les avantages de l'entreprise.

Les paysans convaincus se décidèrent enfin à créer une première association qui prospéra. Une seconde ne tarda pas à se former dans le voisinage, et en 1867, le gouvernement de Twer en comptait déjà quatre, travaillant pendant cinq mois de l'année avec le lait de 200 vaches.

Déjà, en 1866, un crédit ouvert par le zemstvo (assemblée provinciale) avait permis d'établir à Saint-Pétersbourg un dépôt de fromages provenant des associations.

Vereschaguine communiqua à l'assemblée provinciale de Twer les résultats favorables qu'il avait obtenus. Une commission fut nommée pour étudier la question, et sur son rapport un crédit de 7,500 roubles ouvert pour venir en aide à la nouvelle entreprise.

Le mouvement de Twer fut suivi par le gouvernement de Jaroslaw, et cela grâce à l initiative des paysans eux-mêmes.

Deux paysans du district de Ribinsk s'adressèrent à leur zemstvo en lui indiquant toute l'utilité que pouvaient donner des fromageries pareilles à celles que Vereschaguine créait à Twer. Ils offrirent de leur part un crédit de 1,000 roubles destinés à l'établissement immédiat de deux associations.

En 1870, l'assemblée provinciale de Jaroslaw pria Vereschaguine de l'aider de ses conseils, pour la création de fromageries coopératives. Quatorze associations furent ainsi formées de 1870 à 1872.

Cet exemple fut suivi par les zemstvo de Novgorod, Kazan, Viatka et cette tentative eut, vers 1870 et 1874, un moment de grande prospérité. Le poud de lait (16 kilos) qui, dans certaines localités, ne rapportait aux paysans que 25 copecks, arriva à leur en donner de 35 à 40.

Malheureusement, ce succès ne put se maintenir, l'organisation se trouva trop complexe pour le niveau social au milieu duquel elle devait fonctionner. Des abus de toutes sortes se glissèrent dans les fromageries, dans beaucoup d'entre elles la fabrication était défectueuse, souvent les prix de transport venaient à manger les bénéfices. Nombre d'associations liquidèrent, quelques fromageries devinrent la propriété de particuliers, et il ne subsiste actuellement de ce mouvement relativement considérable, qu'un petit nombre d'associations ayant résisté à l'épreuve. En 1879, il n'y avait plus, dans le gouvernement de Twer, qu'une seule fromagerie coopérative. Dans le gouvernement de Jaroslaw, l'insuccès fut moins complet; 5 associations existent encore et semblent prospérer.

C'est de la même époque que datent les tentatives faites par le zemstvo de Twer pour créer des associations de production, d'achat et de vente en commun.

Dans les provinces du nord et même du centre de la Russie, la pauvreté du sol, les conditions climatériques font que l'agriculture seule ne peut nourrir la population. Elle doit forcément employer les loisirs d'un long hiver à compléter, par un travail quelconque, ce que la terre ne peut lui donner. Il existe, dans les villages de ces régions, de nombreuses industries n'exigeant ni capital important, ni grand savoir technique.

Leur origine est généralement très artificielle et souvent fort curieuse. Je connais, par exemple, près de Kostroma, au bord du Volga, deux grands villages devant leur prospérité à l'orfèvrerie qui y fut importée, en 1812, par des prisonniers français, orfèvres de leur état.

Sous l'impression du succès momentané des fruitières, on chercha à appliquer le principe coopératif à une industrie très répandue dans le district de Twer, à celle des cloutiers.

Vers 1860, il existait, dans cette localité, de nombreuses forges dont les ouvriers gagnaient péniblement leur vie. Ne possédant pas de capitaux, ils étaient absolument dépendants des marchands de fer en gros qui leur fournissaient la matière première à des prix usuraires.

2

Le zemstvo contribua, en 1870, par un secours d'argent, à la création de la première association de cloutiers. La réussite de cette tentative l'amena à persévérer dans cette voie.

La commission permanente du zemstvo se réserva un certain contrôle sur les associations qu'elle créait. En revanche, elle leur ouvrait un crédit à 3 o/o et leur donnait une latitude de six années pour éteindre la dette.

Pour obvier à l'inexpérience des associés dans l'achat en gros de la matière première et dans la vente des produits, la commission se fit leur intermédiaire. Sous sa direction immédiate, on créa, de plus, un dépôt central pour la vente des clous, dépôt qui faisait des avances sur la marchandise livrée.

En 1872, il s'était établi, grâce à cette protection efficace, 27 associations, comptant 234 membres ayant profité à leur début d'un crédit de 4,700 roubles, dont ils avaient déjà remboursé 1,200 roubles.

Les opérations annuelles de ces associations se montaient à près de 17,000 roubles, et les bénéfices à 8,000. Les gains des ouvriers cloutiers avaient augmenté de 30 o/o.

Ne se contentant pas de ces tentatives, le zemstvo créa, pour les ouvriers qui n'étaient pas entrés dans les associations de production, deux artèles. L'une pour la vente en commun des produits, l'autre pour l'achat en gros du

ter. Après quelques tâtonnements, ces associations eurent également du succès.

A côté des cloutiers, l'industrie des cordonniers (fabriquant la grande botte surtout) est aussi fort répandue dans le gouvernement de Twer. Le zemstvo vint en aide aux ouvriers en créant une association pour l'achat en commun des cuirs, et un dépôt pour la vente. L'association prospéra ; après deux années d'existence, elle put établir un dépôt à Saint-Pétersbourg, et envoya ses produits à l'exposition polytechnique de Moscou. Pour soutenir toutes ces entreprises, le zemstvo de Twer vota un capital de près de 150,000 francs et en confia l'emploi à une commission spéciale.

Chaque association d'au moins 5 membres pouvait emprunter jusqu'à 2,000 roubles sur le capital voté.

Tout semblait devoir contribuer au succès de l'œuvre. Zèle des organisateurs, ressources suffisantes pour soutenir les débuts; mais malheureusement, ces associations, de même que les fromageries, n'eurent qu'une existence éphémère.

Déjà, en 1874, la commission permanente de Twer signalait leur état de décadence qu'elle attribuait à la difficulté qu'avaient les ouvriers cloutiers de résister à la concurrence que leur faisaient les manufactures de clous mécaniques. Ces causes amenèrent, en 1875, la liquidation

des associations avec une perte de 4,000 roubles pour le zemstvo.

Le sort des associations pour la vente des clous ne fut pas plus brillant. Elles avaient vendu à crédit, avaient eu de mauvaises créances et restaient devoir au zemstvo 1,200 roubles.

Ici les causes de l'insuccès étaient à attribuer en partie aux organisateurs de l'entreprise, qui n'avaient que peu d'expérience commerciale; en partie aussi, aux ouvriers eux-mêmes qui, profitant de l'incurie avec laquelle se faisait la réception des produits fabriqués, livraient de la mauvaise marchandise.

Les associations de cordonniers tombèrent également, pour des causes analogues. Une tentative, faite pour créer des artèles de distillateurs de goudron de bois, ne réussit pas. Nous voyons ainsi que toutes les tentatives faites par le zemstvo de Twer, pour créer des associations coopératives échouèrent. Les artèles furent liquidées, restant devoir à l'assemblée provinciale près de 10,000 roubles, qui naturellement servirent à payer cette expérience sociologique.

Je reviendrai encore une fois sur les causes de l'insuccès de toutes ces tentatives. En ce moment, je ne fais que les énumérer.

Un essai fort intéressant fut fait dans le gouvernement de Nijni-Novgorod, à Pavlovo, un des principaux centres pour la fabrication de la coutellerie.

Depuis longtemps déjà la Société technique et l'Etat songeaient au moyen de développer, de perfectionner cette industrie et d'augmenter le salaire des travailleurs, qui gagnaient à peine la somme dérisoire de deux roubles par semaine.

Sous l'influence des idées coopératives, qui dominaient à cette époque, le ministère des finances se décida à venir en aide aux travailleurs de Pavlovo, d'une manière efficace ; il avança 30,000 roubles destinés à créer des associations coopératives dans cette localité.

Ici encore tout semblait promettre le succès; les ressources étaient suffisantes; à la tête de l'entreprise se trouvait un homme fort capable, M. Zernoff, originaire de Pavlovo, connaissant à fond les besoins des ouvriers et les conditions de l'industrie coutellière. Après une étude sérieuse de la situation, on se décida à créer une association qui compta, dès ses débuts en 1873, 50 membres. Elle débuta par la création d'un dépôt de vente, sur place, d'abord, ensuite à Moscou, et par l'achat en gros de l'acier nécessaire.

Les commencements furent brillants, mais au bout d'une année, Zernoff quitta l'entreprise qu'il croyait solidement établie. Après son départ, l'association commença à péricliter ; il se trouva qu'on s'était trompé en faisant, à la foire de Nijni-Novgorod, l'achat de fers et aciers

qui n'avaient pas les qualités requises pour la coutellerie.

Des abus se produisirent dans l'administration de l'association, les statuts ne furent plus obéis et, en 1875, toute l'entreprise était dans les mains de cinq ou six individus, qui seuls, avaient profité des avances faites par le ministère des finances. Enfin, en 1877, tout fut liquidé, laissant dans les esprits une impression de grande défiance pour les associations coopératives.

Je viens de citer une série d'échecs, il reste à en trouver l'explication, je crois que cela sera facile.

A Twer, comme à Pavlovo, nous voyons le principe coopératif imposé du dehors. Le zemstvo, le ministère des finances, sont convaincus de l'utilité de ce qu'ils proposent et l'œuvre est mise en train sans que l'on songe si les ouvriers pour lesquels on travaille, sont pénétrés de l'utilité du principe coopératif ; s'ils ont les qualités morales requises pour être de vrais coopérateurs.

Les volontaires affluent attirés par de brillantes promesses, on ne se préoccupe pas de savoir ce qu'ils sont, ce qu'ils valent, ils forment les cadres de la nouvelle armée. Mais, l'expérience montre bientôt que l'armée n'est pas solide ; elle se débande au premier échec. Voilà pour les ouvriers. Une part de respon-

sabilité incombe également aux meneurs. Les membres du zemstvo de Twer, qui avaient entrepris de guider les nouvelles associations, n'étaient pas des commerçants bien expérimentés. Ils avaient beaucoup de zèle, de connaissances théoriques, mais, la pratique faisait défaut. Mal composée et mal conduite, l'œuvre ne pouvait qu'échouer et échoua en effet.

Je crois que l'histoire de quelques associations coopératives se produisant d'une manière spontanée, parmi les ouvriers, et réussissant, ne fera que confirmer ce que je viens de dire. On verra par ces exemples que même dans la Russie moderne, même en face d'une industrie relativement perfectionnée, les associations ont pu naître et prospérer, mais à condition de grouper parmi les ouvriers, non pas, la masse prise au hasard, mais l'élite; c'est-à-dire d'être formées dans des conditions absolument contraires à celles qui ont été décrites précédemment.

Ces deux exemples se rapportent aux usines de l'État dans l'Oural.

L'usine de Nijni-Tourino ayant reçu du département de l'artillerie une grande commande de fusées à percussion, et voulant l'exécuter le plus économiquement possible, fit passer ses ouvriers du paiement à la journée au paiement à la pièce.

Cette transformation fut avantageuse, et

amena, en 1867, quelques-uns des contremaîtres, à se grouper en association. Cette idée, née spontanément parmi les ouvriers, fut adoptée par les autorités de l'usine et l'association qui, dans les débuts, comptait 60 membres, reçut immédiatement une commande de 33,000 fusées au taux de 44 copecks la pièce, tandis que jadis elle revenait à l'Etat de 50 à 70 copecks.

L'année d'après ils recevaient une commande de 180,000 fusées, et le prix descendit à 40 c. ce qui donna à l'État une économie de 7,500 roubles. Le nombre des associés arriva à 150. Les procédés de fabrication furent perfectionnés, le travail manuel remplacé par des machines dont la plupart inventées par les ouvriers eux-mêmes.

Dans les années de 1869 à 1872, ils reçurent de grandes commandes, ils fabriquèrent en tout près d'un million de fusées, les bénéfices pendant ce temps montèrent à 195,000 roubles, ce qui donna par an à chaque associé 260 roubles ; somme qui, d'après les conditions locales, présentait un résultat inespéré.

Le bien-être des associés augmenta, ils eurent la possibilité de verser à la commune de Nijni-Tourino 500 roubles pour la création d'une école.

Le côté faible de cette association était sa dépendance absolue de commandes de l'État. De plus, elle ne possédait pas de statuts officielle-

ment reconnus et par conséquent, n'avait pas la possibilité de conclure des contrats ayant une valeur légale.

Après de longues démarches, les statuts de l'association furent sanctionnés par l'État. Nos renseignements sur cette artèle ne vont pas plus loin que l'année 1879.

L'association de Nijni-Tourino servit de modèle à celle qui fut créée à Ékaterinbourg. Cette fois, ce fut le directeur en chef des usines de l'État dans l'Oural, qui proposa à quelques ouvriers d'exécuter une commande d'affûts pour l'artillerie.

La proposition fut acceptée, et, en 1871, il se créa une association sous le nom de « Fraternité » ; elle compta peu de membres au début, la majorité des ouvriers regardant avec défiance la nouvelle entreprise.

Il fallait verser un cautionnement de 10,000 roubles pour pouvoir accepter la commande de l'État. Le capital manquant, M. Gratchikoff, le directeur des usines, consentit à accepter comme cautionnement, les maisons appartenant en propre aux associés, quoique la plupart ne fussent que des cabanes en bois. Dans ces conditions le nombre des associés monta à 87.

Un entrepreneur particulier, voulant concourir avec l'association, offrit d'accepter la commande des affûts moyennant 80,000 roubles.

Les ouvriers proposèrent de la faire pour

25,000, et même pour 20,000, comptant encore sur un bénéfice de 4.000 roubles. Nous n'avons pas de détails ultérieurs sur le développement de cette association.

L'exemple donné par ces deux tentatives heureuses fut imité par les ouvriers de plusieurs autres usines de l'Oural.

Les associations de consommation eurent également, en Russie, leur période de prospérité, malheureusement suivi par un déclin rapide. A l'état rudimentaire, elles existent, et ont existé de tout temps. Il n'y a pas de groupes d'ouvriers charpentiers ou maçons, travaillant pour un entrepreneur, et payés par lui, qui ne se réunissent pour manger et souvent pour habiter en commun. Les mêmes associations de consommation, sous cette forme simple, existent dans l'armée, comme dans les prisons de l'Empire.

La tentative que je veux citer n'a rien de commun avec ces organisations spontanées. Elle a été calquée en entier sur les associations de consommation de l'Europe Occidentale, et était destinée surtout à subvenir aux besoins des classes moyennes de la population urbaine.

Vers 1872, il en existait jusqu'à 75 ayant, pour la plupart, adopté les statuts de celle d'Orenbourg.

Les causes de leur insuccès doivent être surtout attribuées à ce que les acheteurs étaient

rebutés par la nécessité de payer comptant les marchandises, qu'on leur offrait à crédit dans la boutique voisine, et à l'inexpérience de leurs directeurs qui, généralement, n'avaient pas les connaissances commerciales requises. Néanmoins, quelques-unes de ces associations ont persisté jusqu'à nos jours.

Je passe maintenant à la principale tentative de coopération moderne, à celle qui s'est répandue le plus en Russie et qui, malgré des échecs nombreux, promet de persister. Je veux parler des banques coopératives.

Vers 1864, un jeune propriétaire du gouvernement de Kostroma, M. Sviatoslaw Louguinine, allait étudier à Berlin, près de Schultze-Delistch, l'organisation des banques coopératives.

Revenu dans ses terres, il se décida à en créer une sur le principe de celles qu'il avait vues fonctionner en Allemagne. Il est évident que les statuts des banques allemandes durent subir de nombreuses modifications pour pouvoir s'adapter au milieu nouveau dans lequel ils étaient destinés à fonctionner.

M. Louguinine prêta au groupe d'associés qu'il parvint à réunir la somme de 1,000 roubles.

Les vingt-un premiers associés qui signèrent les statuts furent : les prêtres des églises du village de Ragestwenskoë, les employés attachés à l'administration de la propriété, et quelques

rares paysans ayant confiance en leur jeune maître.

Les banques coopératives étant alors chose absolument nouvelle en Russie, les statuts durent arriver jusqu'au conseil de l'Empire. Il se passa bien des mois avant qu'ils reçussent la sanction du gouvernement.

L'initiateur de ce mouvement n'eut pas le bonheur de voir la réalisation de l'œuvre dans laquelle il avait mis tant d'espérances. Une phthisie foudroyante l'emporta, à Nice, en mai 1865, et ce n'est qu'en juillet 1866 que la banque commença à fonctionner. Cette banque qui, sauf de légères modifications, a servi de type à toutes celles qui, depuis, se sont établies en Russie, avait pour but spécial de lutter contre l'usurier, cette plaie des villages russes, en donnant aux paysans un crédit relativement bon marché. Je dis relativement, car, comparé aux 60 et 100 o/o qu'ils paient à l'usurier, les 10 ou 12 o/o que les ouvriers donnent à la banque étaient un intérêt minime. De plus, une grande partie de ces intérêts leur revenait sous forme de bénéfices.

Le principe sur lequel ces banques sont fondées est extrêmement simple.

Un homme isolé, quelque honnête et laborieux qu'il soit, s'il n'a d'autres garanties à offrir que son travail, ne peut emprunter qu'à un taux très élevé. Les dangers de maladie ou de mort

sont des risques que le capital se fait chèrement payer. Mais qu'on se figure les mêmes travailleurs, groupés en association et se déclarant solidaires du capital qu'ils empruntent, les risques que courent les prêteurs diminuent ou disparaissent. L'argent devient moins cher.

C'est cet argent, collectivement emprunté, qui est prêté aux différents membres pour un temps ne dépassant pas six ou neuf mois, et à un intérêt supérieur à celui auquel l'association elle-même avait conclu l'emprunt, la différence devant servir à couvrir les frais d'administration et les risques des pertes éventuelles.

Les prêts ne se font que sur la garantie d'un certain nombre d'associés. Les garants répondent à l'association, par leur part dans l'entreprise et par tout leur avoir.

Le capital nécessaire aux opérations se compose, en dehors des sommes empruntées sur garantie collective, d'apports que les associés font généralement tous les six mois. Ces apports, ainsi que les bénéfices revenant à chacun, servent à former les parts des membres. Ces parts varient de 50 à 100 roubles et peuvent être versées en une fois.

L'association est dirigée par un gérant et un caissier soumis à la surveillance d'un conseil de contrôle. Tous ces administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour trois

ans. Cette assemblée se réunit tous les quatre ou six mois pour entendre le rapport sur l'état des affaires, discuter les questions d'organisation intérieure, et voter sur l'admission des nouveaux membres.

La banque de Ragestwenskoë resta durant cinq ans sous le contrôle des propriétaires qui avaient prêté le premier capital. Ce contrôle, du reste, alla en diminuant à mesure que les associés s'initiaient de plus en plus au mécanisme de la banque.

Elle compte maintenant plus de 300 membres, se dirige depuis dix ans d'une manière absolument indépendante ; ses affaires sont en voie de prospérité. Ses opérations annuelles s'élèvent à plus de 100,000 francs, ce qui, pour une localité isolée, sans industrie particulière, parmi une population de bûcherons, est un résultat considérable.

La banque de Ragestwenskoë resta absolument inconnue jusqu'en juin 1868. Ce n'est qu'à cette époque que l'on commença à s'en occuper.

En 1869, sur l'initiative du zemstvo de Novgorod, qui vota les fonds nécessaires, il se créa dans ce gouvernement plusieurs banques coopératives.

En 1871, la société d'agriculture de Moscou nomma une commission qu'elle chargea d'élaborer des statuts modèles pour les banques

coopératives. Cette commission posa, comme base des statuts, le principe suivant :

Les banques coopératives sont créées exclusivement pour satisfaire au besoin du petit crédit personnel à courte échéance ; la part de chaque associé doit être égale ; ils sont solidaires entre eux.

En 1872, fut établie la section pétersbourgeoise pour les banques coopératives, qui, sous la présidence du prince Vasiltchikoff et de son secrétaire, M. Hitrovo, joua un rôle prépondérant dans le développement de ces institutions.

Pour subvenir aux besoins de la propagande, le comité obtint du ministère des finances un subside de 5,000 roubles. Ce ministère autorisa la banque de l'État à ouvrir un crédit aux banques coopératives.

Si réellement elles avaient pu profiter de ce crédit dans la mesure dans laquelle il avait été ouvert, les 713 associations qui présentèrent leur compte-rendu au comité central, en 1879, auraient pu emprunter jusqu'à 22,000,000 de roubles.

Malheureusement, le grand éloignement de beaucoup de ces banques des succursales de la banque impériale, leur inhabileté à profiter du crédit qui leur était ouvert, enfin, la méfiance qu'elles inspiraient à la banque de l'État, tout cela fit que relativement peu d'associations surent user de cet avantage.

Depuis le mois de janvier 1875 à 1880, 202 associations ont emprunté à la banque de l'État 5,014,000 roubles dont 4,532,000 étaient déjà restitués, et près de 500,000 roubles restaient dus par 127 associations.

On peut en général dire, en se basant sur cette expérience assez longue, que sur 100 roubles empruntés par les associations à la banque de l'État, 2 roubles seulement n'étaient pas payés à terme et 60 copecks définitivement perdus. Mais comme les 100 roubles étaient prêtés à 7 o/o, ceci ne faisait que ramener l'intérêt à 6.4 o/o. On voit que les pertes étaient insignifiantes.

Les membres du comité, MM. Hitrovo et Von der Flith, créèrent un type de comptabilité, extrêmement simple et pratique, qui servit de guide à toutes les banques.

Le comité devint l'intermédiaire des associations auprès du ministère, leur organe à Saint-Pétersbourg. Il chargeait ses membres de faire des voyages pour éclaircir sur place les malentendus qui avaient pu se produire.

Sur ses conseils, les zemstvos de Pskoff, Moscou et Smolensk organisèrent, dans le même but, des réunions des délégués des banques.

Grâce à tous ces efforts, pour le 1er novembre 1884, il y avait 1,325 statuts de banques coopératives sanctionnés par l'État.

Sur ce nombre, 727 avaient présenté au comité

central leur compte-rendu annuel, dont il découlait que la somme des apports des membres de ces associations dépassait 5,626,000 roubles, le capital de réserve, 620,000, la somme des dépôts et emprunts, 7,300,000 roubles ; qu'en 1882, la somme des opérations de ces banques dépassait 65,000,000 de roubles, et qu'elles en avaient prêté, en 1882, plus de 22,000,000 à leurs membres.

La majeure partie de ces banques est groupée dans le nord et dans le centre de la Russie, un peu moins dans l'est et le midi, et notablement moins dans les provinces occidentales.

Il semblerait que des résultats aussi brillants eussent dû satisfaire les aspirations les plus exagérées. Malheureusement il n'en a pas été ainsi.

La vie politique étant très peu développée en Russie, le public possédant peu d'expérience théorique et pratique, toute nouvelle tentative faite pour améliorer la position des masses ouvrières est reçue avec enthousiasme. Notre société, notre presse, ont salué de leurs acclamations la création des associations fromagères comme des premières banques coopératives ; surtout de ces dernières.

Malheureusement, après un laps de dix années, nous trouvons que la société russe s'est considérablement refroidie à leur égard. Une partie de la presse a commencé à affirmer

qu'elles n'avaient pas réalisé les espérances mises en elles ; qu'elles n'avaient servi que les paysans déjà riches et augmenté la misère des paysans pauvres.

Les causes de ce revirement sont fort complexes. L'une des principales doit être cherchée dans les espérances exagérées qu'on avait commencé par mettre dans les banques coopératives. Au lieu de voir en elles un moyen efficace pour guérir jusqu'à un certain point quelques souffrances économiques de nos populations rurales, on a voulu y voir une panacée universelle, ce que naturellement elles ne pouvaient être.

Une seconde cause de désillusion a été donnée par les banques elles-mêmes, par les cas exceptionnels d'abus et de désordres qui se produisirent.

M. Hitrovo a répondu d'une manière péremptoire à toutes ces critiques.

Il reconnaît un des côtés faibles des banques, qui consiste dans la difficulté qu'elles ont à rentrer dans les sommes prêtées. En thèse générale, ces sommes sont restituées assez exactement. Mais dans le cas où un membre refuse de payer, la banque n'a que la ressource de s'adresser à l'administration de la commune qui souvent ne la seconde pas.

L'exemple du mauvais payeur impuni devient contagieux, et il faut beaucoup d'énergie et

d'influence locale pour empêcher dans ce cas la dissolution de la banque.

J'ai eu moi-même, en 1873, à lutter contre une épidémie de ce genre à Ragestwenskoë, quand sur 300 associés, plus de 200 refusèrent de payer. Ce ne fut que tout à fait accidentellement que le mal fut enrayé. Les 200 non-payeurs, qui formaient le mauvais élément de l'association, en furent exclus et obligés de payer petit à petit. Le capital de réserve de la banque a sombré dans cette crise, mais elle en est sortie victorieuse, et en ce moment elle est en pleine prospérité.

Néanmoins, comme je l'ai indiqué en parlant des prêts faits à ces associations par la banque de l'État, les pertes sont peu fréquentes et les associations inspirent de plus en plus de confiance aux particuliers.

D'après le compte-rendu des banques de 1879, on voit, que généralement sur quatorze sommes empruntées par les associés, une seule n'est pas payée à terme. Sur 6,000 roubles prêtés, 1 rouble est remboursé par les garants; sur 2,300 roubles, 1 rouble absolument perdu, et sur 1,800 roubles, 1 rouble payé par la vente du mobilier de l'emprunteur inexact.

Ayant commencé presque exclusivement avec des capitaux avancés par les assemblées provinciales, les opérations actuelles des banques coopératives se font surtout avec de l'argent

emprunté à des particuliers. La somme totale que les banques ont prêtée à leurs associés, de 1870 à 1880, est approximativement égale à 60,000,000 de roubles pour lesquels il a été payé aux associations 3,000,000 d'intérêts, dont une partie s'élevant à 1,000,000 leur est revenue sous forme de bénéfices.

Ils n'ont payé, en réalité, que 2,321,000 roubles, c'est-à-dire près de 4 o/o pour les sommes empruntées. Si les banques coopératives n'avaient pas existé, où les paysans auraient-ils emprunté une pareille somme ? Et quels intérêts auraient-ils payés !

A l'aide de beaucoup de considérations tirées de renseignements fort exacts, M. Hitrovo arrive à la conclusion que les banques ont rapporté à leurs associés, durant cette période, plus de 22,000,000 de roubles et cela en leur permettant de ne pas s'adresser aux usuriers, en leur donnant la possibilité de se relever après des accidents imprévus, de perfectionner leurs procédés industriels et agricoles, et en leur permettant de ne pas vendre au rabais leurs produits.

Les adversaires des banques prétendent que les paysans emploient mal l'argent emprunté, et que la vente de leur mobilier, suite du non paiement des dettes, les ruine.

En réponse à cette objection, nous n'avons qu'à rappeler le chiffre cité plus haut ; $\frac{1}{1800}$ des

sommes empruntées seulement est couvert de cette manière.

Pour démontrer que ce n'est pas la minorité riche qui profite des banques, M. Hitrovo cite ce fait : que la moyenne des prêts ne dépasse pas 57 roubles, somme qui, même en Russie, ne peut tenter un paysan riche.

Il est certain, d'un autre côté, que non seulement les banques coopératives ne sont pas une panacée universelle, mais qu'elles ne sont pas même accessibles à toute la population.

Dans tous les pays, il y a des hommes absolument appauvris par des causes accidentelles, leur incurie ou leurs vices, qui ne peuvent prétendre à aucune espèce de crédit.

Bien habile sera celui qui parviendra à aider cette catégorie d'hommes d'une manière efficace. Cette aide, dans tous les cas, tombera dans le domaine de la bienfaisance.

Les banques existent pour la moyenne des paysans ; les riches n'en ont pas besoin, ceux qui sont complètement appauvris ne peuvent y entrer.

Le nombre des paysans, profitant déjà des banques coopératives, est extrêmement considérable.

Il y a des localités où un tiers des paysans, propriétaires de maisons, chefs de famille (conditions requises pour être admis dans les banques), y participent.

Il en est ainsi dans le district de Pskoff, et chez moi, dans la commune de Ragestwenskoë.

Ce serait se faire une conception, bien trop optimiste, de l'état de nos populations rurales, que de voir parmi elles un tiers de familles riches.

Reste à savoir si ces banques sont vraiment viables, si elles ne seront pas éphémères comme les tentatives de coopération citées plus haut. Il y a bien des faits qui parlent contre ces prévisions pessimistes.

Les banques existent depuis 1866, c'est-à-dire depuis dix-neuf ans, leur nombre continue à s'accroître. Il n'y a pas là les indices d'une dissolution prochaine.

Pour se rendre compte de la marche progressive des banques coopératives, le comité a étudié les opérations de 515 banques qui avaient présenté leurs comptes-rendus durant trois années consécutives. Cette étude a donné les résultats suivants :

12 o/o de ces banques étaient en décadence ;
64 o/o indiquaient un développement constant et régulier, et dans
27 o/o il y avait tantôt progrès, tantôt recul.

En appliquant le même calcul aux 959 banques qui opéraient au 1er janvier 1881, on peut les classer de la manière suivante :

Banques dont l'avenir est assuré.....	588
Banques peu stables...............	253
Banques absolument insuffisantes...	118

Il est évident qu'en se tenant à cette classification, il est peu probable que les banques coopératives cessent d'exister.

Elles passeront par diverses fluctuations, mais il s'est formé des groupes trop nombreux d'hommes habitués à leur mécanisme, pénétrés de leur utilité, pour croire qu'elles puissent disparaître.

Il semblerait que l'exemple des banques coopératives est en contradiction avec ce que j'ai dit sur les conditions requises pour le succès de la coopération.

Mais, d'abord, de toutes les formes de coopération, les banques sont celles qui exigent le moins de participation directe de leurs membres, d'activité en commun.

Les membres se réunissent une fois par an, en assemblée générale, pour écouter le compte rendu que leur présente l'administration de la banque et pour faire les élections. En dehors de cette réunion, ils restent absolument isolés, ils n'ont de rapport qu'avec les directeurs.

De plus, pour devenir membre, il faut apporter une somme d'entrée en plus de l'apport annuel. Les quelques roubles exigés du postu-

lant, sont déjà une certaine garantie de sa valeur économique.

Ce n'est donc qu'une élite qui entre dans les banques coopératives à leur début, et non une masse quelconque attirée par de brillantes espérances dont la réalisation ne demande, de sa part, aucun sacrifice.

Je crois pouvoir affirmer qu'il se dégage, de cet aperçu général de la coopération russe, cette conclusion :

Que moins les coopérateurs sont soutenus, moins ils comptent sur une aide extérieure, plus l'œuvre présente de chance de succès.

Si une aide, venant du dehors, est indispensable, elle doit être payée par des sacrifices sérieux. Ce n'est qu'à cette condition que la masse des parasites peut être éliminée.

L'exemple des associations productives de Paris, en 1848, confirme mes paroles. A cette époque, sous la pression des idées socialistes, l'Assemblée Constituante vota 3,000,000 de francs pour soutenir les associations de production de Paris. Grâce à ce crédit, il s'en forma un grand nombre, qui toutes n'eurent qu'une existence éphémère ; tandis que celles qui s'étaient créées sans aucune aide ont prospéré et supporté la dure épreuve du coup d'État.

Pour terminer, je dois dire quelques mots

de l'avenir probable des associations en Russie.

Je crois que les associations des deux premiers types persisteront encore longtemps, mais qu'elles n'arriveront pas à se développer au-dessus de leur niveau actuel; il faut s'attendre même à ce que les associations de chasseurs, pêcheurs, etc., iront en s'amoindrissant.

On peut espérer, en revanche, que les associations du troisième type que j'appellerai européennes, auront une nouvelle phase de développement, et que, profitant d'expériences chèrement acquises, agissant dans un milieu plus civilisé, elles arriveront à réussir.

Ce n'est pas la première fois que le succès définitif d'un mouvement coopératif aura été précédé de tentatives malheureuses, qui néanmoins auront servi à populariser leur principe.

L'Angleterre, par exemple, s'est couverte sous l'impulsion de Robert Owen, vers 1824, d'associations de consommation. Elles durèrent peu, et tombèrent par l'inexpérience de leur organisateur et de leurs membres; l'idée n'en germa pas moins et quelques dizaines d'années plus tard, elle faisait éclosion à Rochdale, parmi ceux qui se sont fait un nom glorieux, celui de pionniers de Rochdale, et c'est de ce centre qu'est parti le mouvement coopératif anglais, si puissant de nos jours.

Quelque chose d'analogue, se produira, je l'espère, en Russie, et viendra en aide à nos populations ouvrières, dont la situation économique est, hélas ! loin d'être prospère.

FIN.

APPENDICE

Les banques coopératives russes ont des statuts différant peu les uns des autrès et se rapprochant tous beaucoup de ceux de la première banque créée en Russie, de celle de Ragestwenskoē. Les traits principaux de ces statuts peuvent ētre résumés ainsi :

1.

Les banques ont pour but de recueillir les économies des paysans et de faire des prêts aux associés.

2.

L'énorme majorité des banques fonctionne parmi la population rurale.

3.

Le nombre des associés n'est pas limité.

4.

Les nouveaux membres sont admis par l'assemblée générale.

5.

Les membres ont le droit de quitter l'association quand ils le veulent, en annonçant leur sortie.

6.

Un membre est exclu de l'association s'il ne paie pas à terme la cotisation annuelle ou bien la somme empruntée.

7.

La part apportée à la banque par les associés est égale pour tous et ne dépasse généralement pas 100 roubles.

8.

Les apports des associés destinés à former leurs parts sont habituellement de 3 roubles par an, payables mensuellement ou en une fois.

9.

Les membres quittant l'association ou exclus ne reçoivent leur part qu'un an après leur sortie.

10.

Les parts ne sont pas transmissibles.

11.

Le capital de réserve est formé d'une part prélevée sur les bénéfices (pas moins de 10 o/o); il est placé en papiers de l'État portant intérêt tant qu'il ne dépasse pas un tiers de l'apport des membres.

12.

En cas de liquidation de la banque, le capital de

réserve est destiné à des œuvres d'instruction populaire.

13.

La banque reçoit des dépôts d'argent de ses membres ainsi que de personnes étrangères à l'association.

14.

La somme de tous les emprunts et engagements pris par l'association ne doit pas dépasser plus de dix fois la somme des apports des membres et du capital de réserve réunis.

15.

Les engagements pris par l'association sont garantis :

a) Par les bénéfices annuels ;

b) Par les apports des membres ;

c) Par le capital de réserve ;

d) Par la propriété particulière des associés qui sont solidaires.

16.

La banque ne fait de prêts qu'à ses membres ; le maximum de la somme prêtée égale 1 fois 1/2 la part totale que l'emprunteur doit avoir dans la banque.

17.

Les emprunts se font à 9 mois de date avec 3 mois complémentaires.

18.

Les membres se garantissent les uns les autres dans leurs emprunts.

19.

Chaque membre a le droit de se porter garant pour la moitié de son apport. Le fait de se porter garant ne diminue pas la somme qu'il a le droit d'emprunter.

20.

Les bénéfices de l'année, déduction faite de la part servant au capital de réserve de la rémunération de l'administration, sont distribués parmi les associés au prorata des apports déjà versés.

21.

Les affaires de la banque sont gérées par une direction de 3 membres, généralement élue pour 3 ans, soumise au contrôle d'un conseil de revision de 6 membres, également nommé pour 3 ans; ce conseil se réunit une fois par mois; puis, par l'assemblée générale qui, ordinairement, se réunit une fois par an.

Achevé d'imprimer
pour le Cercle Saint-Simon
par Cerf et Fils, à Versailles,
le 25 janvier 1886.

